

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre

Le Havre, le 04/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GEIE VRAC OCEANE

CENTRE MULTIVRAC

Jalonnement portuaire 1198 - Route des ROSEAUX
76700 Rogerville

Références : -

Code AIOT : 0005805655

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2025 dans l'établissement GEIE VRAC OCEANE implanté CENTRE MULTIVRAC Jalonnement portuaire 1198 - Route des ROSEAUX 76700 ROGERVILLE. L'inspection a été annoncée le 11/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection avait pour objectif de vérifier les installations de Ciments de la Seine déjà en place et de finaliser l'instruction du porter à connaissance, déposé en 2024 en vue d'acter la situation administrative qui fait sortir de la directive IED le GEIE VRAC OCEANE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GEIE VRAC OCEANE

- CENTRE MULTIVRAC Jalonnement portuaire 1198 - Route des ROSEAUX 76700 ROGERVILLE
- Code AIOT : 0005805655
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La formation du GEIE Vrac Océane est issue du rapprochement de deux activités au sein d'un même silo plat de stockage.

L'arrêté préfectoral 03 février 2015, complété le 22 août 2018, encadre donc :

- une activité de broyage de clinker qui est opérée par la société « Ciments de la Seine » sur la partie est du silo plat,
- une activité de stockage de biomasse et production d'électricité sur la partie ouest du silo plat.

Les installations de Ciments de la Seine ont été installées (première ligne de broyeur/séparateur sur les 2 prévues). Suite à un défaut de génie civil dans la construction des silos de stockage de produit fini, l'activité n'a pas pu encore être lancée. Les silos ont été démontés, d'autres sont prêts à être installés.

Aucune activité de stockage de biomasse ni de chaudière n'a été installée sur la partie ouest du silo.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Systèmes de détection	Arrêté Préfectoral du 03/02/2015, article 7.3.5	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative IED	Arrêté Préfectoral du 03/02/2015, article 1.7.1	Sans objet
2	Situation administrative PAC	Arrêté Préfectoral du 03/02/2015, article 1.7.1	Sans objet
3	Plan des réseaux d'eaux	Arrêté Préfectoral du 03/02/2015, article 4.2.2	Sans objet
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 03/02/2015, article 7.3.2	Sans objet
5	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 03/02/2015, article 7.3.4	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 03/02/2015, article 7.6.1	Sans objet
8	Auto surveillance des	Arrêté Préfectoral du 03/02/2015, article 9.2.1.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	rejets atmosphériques		
9	Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement	Arrêté Préfectoral du 03/02/2015, article 9.2.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les activités de Ciments de la Seine ne sont pas en service mais les installations sont en place. L'exploitant doit faire vérifier les détecteurs incendie avant la mise en service effective.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative IED

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2015, article 1.7.1
Thème(s) : Situation administrative, Statut IED
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriers du 3 juin 2024 et du 25 novembre 2024, l'exploitant a indiqué que seul des laitiers de haut fourneau vitrifiés seront réceptionnés sur le site.</p> <p>Les laitiers de haut fourneau vitrifiés, auparavant considérés comme des déchets de métallurgie, ont aujourd'hui un statut de substance (courrier de la DGPR du 2 mars 2016). Une mise à jour des rubriques et des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'exploiter est nécessaire.</p> <p>Le site ne relève donc plus de la directive IED. Il n'est plus soumis à la rubrique 3532 "Valorisation de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes/jour - traitement du laitier et des cendres".</p> <p>De plus, les installations ne sont plus visées par les rubriques 2771 et 2791 pour le traitements des déchets non dangereux (séchoir à laitier). Le séchoir à laitier devient classé sous la rubrique 2910 (combustion) à enregistrement. Si la chaufferie biomasse et le séchoir à laitier sont amenés à fonctionner simultanément, le site devient éligible au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (Annexe de l'article R229-5). L'exploitant doit alors en demander l'autorisation au titre de l'article L 229-6 du code de l'environnement dont le contenu est rappelé à l'article D181-15-2-5.</p> <p>Enfin, le stockage du laitier n'est plus visé par la rubrique 2716 (stockage de déchet non</p>

dangereux).

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint au présent rapport pour acter cette évolution dans le classement ICPE des activités.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Situation administrative PAC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2015, article 1.7.1

Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance stockage de matière première

Prescription contrôlée :

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

L'exploitant a déposé un porter à connaissance de modification en date 4 avril 2024 informant l'administration de son projet d'augmenter la capacité de stockage de la matière première pour la production de liants hydrauliques

Une demande d'examen au cas par cas relative à ce projet a été faite en date du 5 décembre 2024. Par décision du 16 décembre 2024, le projet n'était pas soumis à évaluation environnementale.

En effet, la modification consiste à augmenter la surface de stockage de matières premières à l'intérieur du silo existant. Il n'y a pas de nouveaux impacts ou dangers significatives liés à ce projet.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint au présent rapport pour donner acte du projet d'augmenter la capacité autorisée pour la rubrique 2517.1 au régime de l'enregistrement (passage de 23 744 m² à 45 000 m²).

Une mise à jour de la nomenclature est également intégrée au projet d'arrêté préfectoral complémentaire pour la rubrique 2515, dont le régime devient l'enregistrement (au lieu de l'autorisation).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan des réseaux d'eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2015, article 4.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,

<ul style="list-style-type: none"> • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) • les secteurs collectés et les réseaux associés • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) • les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le plan de réseaux comportant tous les détails requis (mise à jour du 10/03/2025).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2015, article 7.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques et d'éclairage doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation et aux normes en vigueur.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent. Le rapport annuel de vérification effectué par un organisme compétent comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour les équipements et appareils présents dans les zones où peuvent apparaître des explosions, les conclusions de l'organisme quant à la conformité des installations ou les mesures à prendre pour assurer la conformité avec les dispositions du décret no 96-1010 susvisé ; • les conclusions de l'organisme quant à la conformité des installations électriques dans tout le site et, le cas échéant, les mesures à prendre pour assurer la conformité avec les dispositions de l'article 422 de la norme NF C 15-100, version octobre 2010. <p>Les non-conformités font l'objet d'un plan d'actions précisant leur échéancier de réalisation ; ce plan respecte a minima les exigences du code du travail.</p> <p>(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le Q18 du 13/12/2025 qui indique qu'une vérification complète des installations Ciment de la Seine a été réalisée et que les installations ne peuvent pas entraîner de risque d'incendie ni d'explosion.</p> <p>L'exploitant a également transmis le Q19 du 23/01/2024 qui indique qu'il n'y a pas d'observation.</p> <p><i>Remarques : un certificat Q18 est un compte-rendu de contrôle des installations électriques établi sur la base d'un référentiel de l'APSAD (assemblée plénière de sociétés d'assurances dommages). Ce document complète les rapports réglementaires établis au titre du Code du travail, pour caractériser le niveau de risque ou d'incendie présenté par une installation électrique.</i></p> <p><i>Un certificat Q19 est délivré après une recherche des points chauds d'une installation électrique par</i></p>

thermographie infrarouge.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2015, article 7.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre les dispositions relatives à la protection contre la foudre de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté l'analyse du risque foudre et l'étude technique foudre datée de novembre 2022 pour la dernière mise à jour.</p> <p>L'exploitant a présenté la notice de vérification et de maintenance des installations de protection contre la foudre en date de décembre 2022.</p> <p>L'exploitant a présenté le dernier rapport de la vérification complète des installations du 29/07/2024 qui ne présente aucun écart.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Systèmes de détection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2015, article 7.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les locaux de stockage couverts fermés, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages.</p> <p>L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment sinistré.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement et du type de détecteurs retenu pour les dispositifs de détection. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le plan des 17 détecteurs optiques de fumée mais ne sais pas justifier que le nombre de détecteurs est suffisant et qu'ils sont d'une technologie adaptée aux risques encourus.</p>

<p>La détection incendie est asservie à l'alarme sonore.</p> <p>L'installation a été testée à la mise en service des détecteurs en 2020. Les installations n'étant pas en service, aucune vérification des détecteurs n'a été réalisée depuis.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie que le nombre de détecteurs est suffisant et qu'ils sont d'une technologie adaptée aux risques encourus.</p> <p>L'exploitant fait réaliser un contrôle du système de détection d'incendie avant la mise en service des installations. Puis, l'exploitant organise des vérifications des détecteurs a minima à fréquence semestrielle.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2015, article 7.6.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • (...) • d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport d'entretien des extincteurs réalisé le 17/01/2025. Aucun écart n'est signalé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Auto surveillance des rejets atmosphériques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2015, article 9.2.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance des rejets atmosphériques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures portent sur les rejets des dépoussiéreurs en sortie de la cheminée (conduits 1 à 5 de</p>

l'article 3.2.2) et sont effectuées selon les normes en vigueur dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation :

Paramètres	Fréquence	Enregistrement
Débit	En continu	oui
Température	En continu	oui
Poussières	En continu	oui

(...)

Constats :

L'exploitant a installé la première ligne de fabrication de ciments. Les conduits 2 et 4 ne sont donc pas encore installés.

L'exploitant a présenté le plan du système de filtration.

Les systèmes d'analyse en continu mis en place sont de la marque ENVEA. Leur QAL1 a été présenté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2015, article 9.2.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Retombées dans l'environnement

Prescription contrôlée :

(...)

Un état zéro des poussières est réalisé avant la mise en service des installations pour pouvoir assurer un suivi comparatif ultérieur des émissions liées à son activité et à celle des autres sites de la zone portuaire.

(...)

Constats :

L'exploitant a présenté le rapport sur l'état zéro des poussières dans l'environnement réalisé du 16/09/2021 au 01/10/2021 (15 jours) par la méthode des mesures sur plaquettes de dépôt.

3 points de mesures ont été mis en place autour du site. Les résultats sont de 337, 336 et 435 mg/m²/jour. Ce qui correspond à un empoussièrément important autour du site (l'objectif de valeur

maximale à atteindre pour les carrières étant de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle).

Type de suites proposées : Sans suite